

PAUVRETÉ RURALE et ENVIRONNEMENT



L'art de l'écoute

Des chercheurs et des agriculteurs africains montrent le chemin

CRDI : Peter Bennett

En Ouganda la banane constitue un aliment de base et une source de revenus.

Qu'il soit question de la culture de la banane en Ouganda ou de la lutte contre la désertification au Sahel, les chercheurs se rendent à l'évidence : une nouvelle approche est de mise en gestion des ressources naturelles. Avec l'aide du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), ils tentent de faire en sorte que la population locale prenne la situation en main.

À la fin des années 1990, la frustration régnait au sein des chercheurs du Programme national de recherche sur la banane de l'Ouganda (UNBRP). Efficaces dans le milieu contrôlé des stations de recherche, les solutions qu'ils proposaient à la faible productivité de la culture de la banane n'avaient qu'un mince succès sur le terrain.

En Ouganda, la banane constitue un aliment de base et une source de revenu clé pour les ménages. Mais, depuis les années 1970, la production bananière est en baisse en raison de l'érosion, de la maladie, des ravageurs et de l'appauvrissement des sols. Par conséquent, l'échec inexplicable de l'adoption par les producteurs de bananes des précieuses solutions élaborées en laboratoire était très préoccupant.



Des agriculteurs de Ddwaniro font circuler l'information entre eux.

Or, cette approche verticale descendante pose d'emblée un problème en ne proposant qu'une communication à sens unique, soit des chercheurs vers les vulgarisateurs, puis vers les agriculteurs, ces derniers n'ayant que rarement l'occasion de faire des commentaires sur les méthodes proposées.

Une équipe de l'UNBRP a donc remis en question l'approche traditionnellement utilisée pour résoudre ce type de problèmes et mis à l'essai une nouvelle technique de recherche des plus stimulantes : la communication participative pour le développement.

De la communication verticale à la communication horizontale

L'UNBRP a reçu le mandat, de la National Agricultural Research Organisation (NARO) de l'Ouganda, de diriger des recherches sur la culture de la banane. Habituellement, conformément au modèle de la NARO, les scientifiques des stations de recherche mettent au point une nouvelle méthode destinée à accroître la productivité d'une culture donnée, laquelle est ensuite transmise aux vulgarisateurs agricoles, qui eux visitent les agriculteurs pour les aider à l'appliquer.

Or, cette approche verticale descendante pose d'emblée un problème en ne proposant qu'une communication à sens unique, soit des chercheurs vers les vulgarisateurs, puis vers les agriculteurs, ces derniers n'ayant que rarement l'occasion de faire des commentaires sur les méthodes proposées.

La communication participative pour le développement, en contrepartie, repose sur des échanges bidirectionnels entre les agriculteurs et les chercheurs. Cette approche dite horizontale a pour but d'engager les agriculteurs dans le processus de recherche, du début à la fin. La communication participative pour le développement favorise leur participation à la définition et à la résolution des problèmes et, le moment venu, à l'échange des connaissances acquises avec d'autres agriculteurs.

Wilberforce Tushemereirwe, directeur de l'UNBRP, explique que les chercheurs ont découvert la communication participative pour le développement en collaborant au pro-

gramme Isang Bagsak (expression qui signifie « arriver à un consensus » en tagalog, langue des Philippines), un programme d'avant-garde lancé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Au moyen de rencontres, d'activités sur le terrain et d'échanges électroniques, Isang Bagsak aide les chercheurs et les agriculteurs à mettre en application les principes de la communication participative pour le développement au sein des collectivités.

Établir les priorités

La région de Ddwaniro, dans le sud-ouest de l'Ouganda, a été retenue comme site de recherche tout indiqué sur la communication participative pour le développement. En effet, elle se classe parmi les chefs de file du district pour la culture de la banane, est accessible par la route et a souffert d'une diminution de productivité attribuable à des problèmes de gestion des sols (érosion et appauvrissement). L'équipe de l'UNBRP a donc entrepris de collaborer avec les agriculteurs de la région pour trouver des solutions aux problèmes.

Elle a commencé par organiser des réunions consultatives avec les dirigeants des collectivités, les organismes de vulgarisation et les agriculteurs pour veiller à ce que le projet de recherche bénéficie de l'appui de tous. Des entrevues et des discussions en groupe avec les habitants, notamment, ont ensuite permis de cerner plus précisément les problèmes de gestion des ressources naturelles qui devaient être réglés de toute urgence.

Surpâturage, brûlage des buissons, pratiques culturelles inadéquates, exploitation continue des mêmes parcelles, méthodes de production du charbon et de cuisson des briques, telles étaient certaines des causes de l'appauvrissement des sols. La productivité agricole était entravée par la diminution de la fertilité des sols, la sécheresse, l'épandage inadéquat de l'engrais provenant du fumier et des ordures ménagères, ainsi que l'érosion. D'autres facteurs contribuaient à aggraver la situation, soit la faiblesse du système de vulgarisation agricole, des taux d'intérêt élevés, des délais de grâce très courts auprès des établissements de crédit, la rareté des matières servant au paillage et l'exode des jeunes vers les villes.

La production de bananes a augmenté grâce à la mise en application des techniques de gestion des ressources naturelles apprises par les agriculteurs dans le cadre du projet.

Devant tant de problèmes tout aussi complexes que variés, les agriculteurs se sont entendus pour régler trois questions prioritaires, à savoir la fertilité des sols, la gestion de l'humidité et l'érosion. Ils ont ensuite constitué des groupes de discussion en fonction de ces trois questions.

Épaulés par les chercheurs, les groupes ont déterminé leurs besoins en matière de communication et ont élaboré une stratégie pour y répondre.

Collaborer à la recherche de solutions concrètes

De concert, les agriculteurs et les chercheurs ont sélectionné trois pratiques locales d'amélioration de la fertilité des sols et de prévention de l'érosion : le paillage, le creusage de tranchées et le compostage. Pour le paillage, les chercheurs ont suggéré de recourir à d'autres variétés de plantes susceptibles de bonifier les sols. Ils ont également démontré qu'il est possible de réduire le débit de l'eau dans les pentes en ouvrant des tranchées dans un angle de 45 degrés et ils ont aidé les agriculteurs à améliorer leur technique de compostage et d'épandage de fumier enrichi pour augmenter la fertilité des sols.

Une fois ces techniques mises en application par les agriculteurs, les chercheurs leur ont proposé une stratégie de communication visant à leur permettre d'échanger sur leurs apprentissages. Pour ce faire, différents médias ont été explorés (vidéo, brochures, affiches, chansons et poèmes).

Les agriculteurs ont également créé une association en bonne et due forme pour les représenter, la Ddwaniro Integrated Farmers Association (DIFA). Ce regroupement constitue pour tous une plateforme permettant de rester en communication avec les chercheurs et les autres agriculteurs.



Nora Odoi

Place à l'enthousiasme

D'après Daniel Birimuye, président de la DIFA, en raison de leur expérience de la communication participative pour le développement, « les agriculteurs sont maintenant outillés pour se réunir et trouver des solutions aux problèmes qui leur sont communs ». Mieux encore, ils ont créé leurs propres outils de communication pour faire circuler l'information entre eux. Ainsi, la DIFA diffuse une émission hebdomadaire sur Radio Uganda, la radio nationale, pour faire en sorte que tous les agriculteurs ougandais bénéficient du savoir de leurs collègues de Ddwaniro.

L'équipe de recherche a constaté une autre victoire déterminante : la production de bananes a augmenté grâce à la mise en application des techniques de gestion des ressources naturelles apprises par les agriculteurs dans le cadre du projet.

Les agriculteurs ont également fait connaître ces techniques au moyen de visites sur le terrain, de vidéos, de photographies et d'audiocassettes. Les femmes, jusque-là timides en présence des hommes, en sont elles aussi venues à prendre part aux activités de gestion des ressources naturelles. Nora Odoi, spécialiste en communication, explique que le nouveau réseau de mutualisation des connaissances facilite l'accès à l'information, de sorte que les agriculteurs n'ont plus, quand ils ont besoin de se renseigner, à tenter de joindre

À la recherche d'insectes nuisibles.



Blythe McKay

La production de bananes a augmenté grâce à la mise en application de meilleures techniques de gestion.



Nora Odoi

l'unique vulgarisateur agricole du gouvernement, qui dessert les 200 000 habitants de la région.

Quant au vulgarisateur en question, il est ravi de bénéficier d'un tel renfort. Il dispose en conséquence de plus de temps pour fournir un complément d'information et de formation, selon la demande.

Au tout début, Wilberforce Tushemereirwe avait des réserves à l'égard de la communication participative pour le développement, mais depuis, le vent a tourné, si bien qu'aujourd'hui, c'est avec passion qu'il en parle. « Comme nous n'avions jamais essayé une telle approche, je n'étais pas certain que ça fonctionnerait. Après une année de travail, par contre, je me suis rendu à l'évidence : les producteurs de bananes étaient emballés et satisfaits. C'est alors que j'ai compris que la communication participative pour le développement était bel et bien fructueuse... et je me suis moi aussi laissé gagner par l'enthousiasme ! Je crois que c'est le meilleur de tous les projets qui ont été menés par l'UNBRP depuis que j'y suis. »

Une priorité : combattre le flétrissement bactérien du bananier.



Nora Odoi

Et comme il s'agit d'un mode de résolution de problèmes efficace, tout porte à croire que ce n'est pas près d'arrêter.

Toujours plus loin

Dans la foulée du projet de recherche sur la communication participative pour le développement qui visait les producteurs de bananes, deux autres projets novateurs ont été amorcés.

En premier lieu, les scientifiques qui ont participé au projet initial sont en train d'unir leurs efforts à ceux d'autres chercheurs de l'UNBRP dans trois districts situés au centre de l'Ouganda. Ils y font adopter des techniques de lutte intégrée (dont de nouveaux cultivars de banane résistant à certains ravageurs) et des techniques adéquates de gestion des sols et de l'eau.

Les bananeraies des trois districts ont été gravement touchées par une nouvelle maladie, le flétrissement bactérien du bananier, qui se propage facilement et qui entraîne des pertes pouvant représenter jusqu'à 90 % des récoltes. Compte tenu du succès obtenu à Ddwaniro, les chercheurs ont décidé de mettre à l'essai la communication participative pour le développement pour tenter de freiner le fléau.

Pendant ce temps, les agriculteurs de Ddwaniro, par l'entremise de la DIFA, ont continué à mettre au point leurs outils de communication dans le but de joindre toujours davantage d'agriculteurs. À ce jour, ils ont formé 41 groupes, si bien que la DIFA compte maintenant 210 agriculteurs. Ils ont offert une formation non seulement aux agriculteurs de Ddwaniro, mais aussi à ceux de trois régions voisines.

Nora Odoi mentionne que d'autres organismes commencent à remarquer que les agriculteurs de Ddwaniro sont de plus en plus outillés et souhaitent travailler avec eux. « Les organismes spécialisés dans d'autres produits agricoles de base se rendent compte que les agriculteurs de Ddwaniro qui participent au projet de communication participative pour le développement sont bien organisés et dotés d'un précieux savoir faire, ce qui les rend aptes à former d'autres agriculteurs. Maintenant, il y a, à la DIFA, des coordonnateurs de programme pour divers produits, comme la vanille, le riz, le café, et aussi pour l'élevage. »

Et l'approche ne stimule pas que les agriculteurs. « Je ressens le dynamisme que crée la communication participative pour le développement, dit pour

sa part Wilberforce Tushemereirwe. Et comme il s'agit d'un mode de résolution de problèmes efficace, tout porte à croire que ce n'est pas près d'arrêter. À l'UNBRP, presque chaque projet comporte au moins un élément de communication participative pour le développement. Mais ce qui est encore mieux, c'est que, même sans le soutien du CRDI, nous continuerons sur cette lancée. »

La communication participative pour le développement en Afrique de l'Ouest

Les mesures incitant aux échanges entre les chercheurs et les habitants des régions rurales ne sont pas exclusives à l'Ouganda.

Le CRDI a parrainé plusieurs initiatives faisant appel à la communication participative pour le développement au Sahel, en Afrique de l'Ouest. Ces projets visent à lutter contre la désertification, à accroître la fertilité des sols cultivés par des femmes et à résoudre les conflits relatifs à l'eau là où cette ressource se fait rare.

Dans le bassin du fleuve Nakanbé, au Burkina Faso, la gestion des ressources en eau a longtemps été envisagée de façon centralisée, ne laissant que peu de place à la participation de ceux et celles qui sont les plus touchés, à savoir les habitants de l'endroit. Des travaux de recherche menés sur le terrain avaient d'ailleurs révélé que 50 % des pompes à main et des nouveaux puits étaient hors d'usage parce qu'on n'avait pas suffisamment fait participer les collectivités à leur adoption.

Le groupe de recherche parrainé par le CRDI s'est donc servi de la communication participative pour le développement pour aviver le dialogue entre les intervenants, mettant l'accent sur le renforcement des capacités à l'échelle locale dans quatre secteurs : la gestion et l'organisation, le processus décisionnel dans la gestion des ressources en eau, la résolution de conflits et la création ou la consolidation de comités locaux de gestion de l'eau. Grâce à cette démarche, les membres des collectivités ont acquis une plus grande confiance en leur capacité de cerner eux-mêmes leurs problèmes et de trouver leurs propres solutions.

L'importance du rôle des femmes dans tout ce qui a trait à l'eau a été intégrée au projet,

La personne avant tout : la communication participative pour le développement en dix étapes

Une stratégie de communication participative pour le développement comporte dix étapes clairement définies :

1. établir une relation avec une collectivité et approfondir sa compréhension du contexte local;
2. faire participer la collectivité quand vient le moment de cerner un problème, d'y trouver des solutions possibles et de décider de la mise en oeuvre d'une initiative concrète;
3. identifier les groupes communautaires et les autres intervenants concernés par le problème (ou l'objectif) et l'initiative;
4. déterminer les besoins et établir les objectifs et les activités de communication;
5. choisir les outils de communication appropriés;
6. préparer et tester au préalable les contenus et le matériel de communication;
7. favoriser la mise en place de partenariats;
8. établir un plan de mise en oeuvre;
9. assurer le suivi et l'évaluation de la stratégie de communication et documenter le processus de recherche ou de développement;
10. mettre au point une stratégie de diffusion et d'utilisation des résultats.

Adapté de Bessette, Guy, Communication et participation communautaire – Guide pratique de communication participative pour le développement, CRDI, Ottawa, 2004.

Nora Odoi

Mettant l'accent sur le renforcement des capacités à l'échelle locale dans quatre secteurs : la gestion et l'organisation, le processus décisionnel dans la gestion des ressources en eau, la résolution de conflits et la création ou la consolidation de comités locaux de gestion de l'eau.



Nora Odoi

La communication participative pour le développement fait une place pour tous les membres de la communauté.

de sorte que le nombre de femmes au sein des comités de gestion de l'eau a augmenté, ce qui leur a donné plus de pouvoir dans le processus décisionnel. Le projet a également eu une incidence sur les politiques gouvernementales puisqu'il a exercé une influence sur le plan d'action du Burkina Faso pour la gestion des ressources en eau.

Garder le vent en poupe

Tant en Ouganda qu'au Burkina Faso, les projets de communication participative pour le développement ont eu en commun un défi de taille : continuer sur leur lancée au terme du financement du CRDI.

En Ouganda, tout porte à croire que l'équipe de recherche sur la culture de la banane continuera ses activités grâce au soutien de l'UNBRP et de la NARO. Au Burkina Faso, cependant, la moitié des initiatives de communication participative pour le développement ont piétiné à la fin de la période de financement du CRDI, aucune institution nationale n'ayant pu prendre la relève sur le plan financier.

Néanmoins, le recours de plus en plus fréquent à la communication participative pour le développement en Ouganda et au Sahel démontre que cet outil de recherche et de communication contribue incontestablement à améliorer la qualité de vie de ceux et celles qui habitent en milieu rural dans toute l'Afrique.

Cette étude de cas a été rédigée par Patrick Kavanagh sur le base d'un texte préparé par Blythe McKay et Guy Bessette.

Le CRDI a lancé le programme Pauvreté rurale et environnement (PRE) en 2005, afin d'appuyer des activités de recherche visant à répondre aux besoins des populations rurales pauvres qui vivent dans des écosystèmes vulnérables ou dégradés d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes et du Moyen Orient. Le programme vise à renforcer les institutions, les politiques et les pratiques destinées à améliorer la sécurité alimentaire et hydrique et la sécurité du revenu.

Pour de plus amples renseignements, consultez les pages Web de Pauvreté rurale et environnement à www.crdi.ca/pre.

WWW.CRDI.CA

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

Centre de recherches pour le développement international

Pauvreté rurale et environnement
CP 8500
Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9
Tél. : 613-236-6163
Télec. : 613-238-7230
Courriel : rpe@crdi.ca